

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 19/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **FLEX N GATE**

Zone d'Activités Les Carreaux  
95640 MARINES

Références : 2022/0981  
Code AIOT : 0006505836

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2022 dans l'établissement FLEX N GATE implanté Zone d'Activités Les Carreaux 95640 MARINES. L'inspection a été annoncée le 14/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLEX N GATE
- Zone d'Activités Les Carreaux 95640 MARINES
- Code AIOT : 0006505836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de FLEX'N'GATE basée à Marines est spécialisée dans la fabrication par l'injection, la peinture et l'assemblage de pare-chocs et Groupes Moto-Ventilateurs.

Les processus de fabrication sont l'injection, la peinture, l'assemblage et l'expédition.

Les pare-chocs et les becquets sont fabriqués à partir de presses à injection utilisant des granules de polypropylène, qui sont fondus dans un moule métallique creux puis refroidis et transférés vers les

lignes de peinture. Le procédé de mise en peinture permet de colorer le pare choc de la teinte de la carrosserie du véhicule.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1.a	Courrier du 24/08/2021	Lettre de suite préfectorale	2 mois
11	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Dispositions incendie	Arrêté Préfectoral du 26/03/2014, article 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
14	Isolement du site	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Isolement du site	AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 7.3.2.3	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
2	Local de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4.2 de l'annexe I	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
3	Local de charge	Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.9 de l'annexe I	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
4	Liste des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
5	Contrôle des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
6	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.4.2	Courrier du 24/08/2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. IV.2	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
9	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. IV.2	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
10	TAR	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9	Courrier du 24/08/2021	Sans objet
13	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 14/11/2022 a permis de cloturer la plupart des écarts issus de la précédente inspection du 04 mars 2021.

Elle a identifié des points touchant à la disponibilité de la réserve d'eau pour l'incendie et la gestion des eaux polluées, qui appellent des actions correctives de l'exploitant.

De manière générale, l'exploitant doit être en mesure de démontrer qu'il maîtrise ses moyens de lutte contre l'incendie. A cet effet, l'inspection se propose de programmer en 2023 une inspection spécifiquement dédiée à ce thème.

L'inspection des installations classées souhaite que le PAC, déposé initialement le 26 février 2020, soit amendé de manière à se positionner sur la rubrique 1510. L'avis du SDIS sur les aspects opérationnels de la lutte contre l'incendie pourra dans ce cadre être sollicitée. Elle souhaite également que ce PAC intègre, en tant que de besoin, les actions de l'exploitant qui résulteraient des suites du présent rapport.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 7.3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice de l'application des réglementations qui leur sont applicables, la conception, la fabrication des équipements importants pour la sécurité et leurs contrôles sont effectués par référence à un code de calcul et de conception dûment éprouvé.  Ces éléments font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimique ou électrochimiques.  La conception et l'implantation des équipements importants pour la sécurité tiennent compte de leur maintenance et de leur vérification périodique, afin de faciliter les opérations et en minimiser les risques.  En outre, celles des dispositifs indicateurs (jauges de niveaux, manomètres, détecteurs de gaz...) doivent permettre leur étalonnage périodique ainsi que la vérification de la bonne exécution de leur fonction sécurité.
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de maintenance annuelle sur le dispositif de détection des fumées du site.  En séance, l'exploitant indique ne pas pouvoir démontrer l'intervention d'un service de maintenance, étant en attente du rapport de son prestataire. Par mail du 16/11/2022, l'exploitant communique le rapport de vérification programmée de Chubb datée du 14/09/2021, faisant état des vérifications opérées sur le système de détection.  L'exploitant indique que suite à ce rapport des prestations de remise en conformité ont été réalisées en juin et novembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Local de charge

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.4.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). [...]
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de sprinklage du local et l'absence de désenfumage.  L'inspection des installations classées constate l'installation de sprinklers et de trappes de désenfumage dans le local de charges.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Local de charge**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/05/2000, article 2.9 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir ou traiter, conformément au point 5.7 et au titre 7, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7. et au titre 7.
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de revêtement étanche au sol.  L'inspection des installations classées constate que l'exploitant a fait procéder à l'installation d'un revêtement étanche au sol. L'exploitant précise que le seuil surélevé est mis en place par un opérateur sur constat visuel d'écoulements à partir de boudins gonflables présents dans le local.
<b>Observations :</b> L'inspection relève qu'il n'y a pas d'affichage dans le local de la fiche de consigne relative à l'usage des boudins gonflables, et recommande que cet affichage soit mis en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Liste des points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pour les paramètres autres que les COV listés au point 4.3.3, l'exploitant fait réaliser une mesure de débits des polluants visés, selon les méthodes normalisées, et par un organisme agréé au moins tous les ans. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées note que la liste des points de rejets actualisée a été mise à jour par courrier du 25 août 2021. L'exploitant indique ne pas avoir de nouveaux points de rejet installés depuis cette date.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Contrôle des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des émissions atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pour les paramètres autres que les COV listés au point 4.3.3, l'exploitant fait réaliser une mesure de débits des polluants visés, selon les méthodes normalisées, et par un organisme agréé au moins tous les ans. [...]
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de mesures de rejets atmosphériques sur la broierie de la ligne de production CLEARTECH.  L'exploitant présente en séance les résultats des mesures effectuées suite à ce constat en 2021. Par mail du 16/11/2022, l'exploitant a envoyé le rapport APAVE de mesures de rejets atmosphériques pour l'ensemble du site. Celui-ci ne relève pas de dépassement des valeurs limites d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Présence d'un plan/schéma de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Sont annexés au carnet de suivi :  – le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de mise à jour du plan permettant d'identifier les lieux d'injection des produits de traitement.  L'exploitant a transmis par courrier du 24/08/2022 un plan renseignant le lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques. Ce plan a été balayé en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.1.a
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des points critiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>- échéancier des actions correctives programmées sur la base de l'identification des facteurs de risque.</li> </ul> [...]
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence d'un plan d'actions correctives programmées sur la base de l'identification de facteurs de risques.  Par courrier du 24/08/2021, l'exploitant a transmis un échéancier reprenant les actions correctives issues de l'AMR. Lors de l'inspection du 14 novembre 2022, l'inspection relève que l'échéancier n'a pas été mis à jour pour prendre en compte l'état de réalisation des actions correctives.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 8 : TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Identification des lieux d'injection des produits de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont annexés au carnet de suivi :  – le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;  [...]
Objet du contrôle :  [...]
– présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour.
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence d'un plan permettant d'identifier les lieux d'injection des produits de traitement.  Par courrier du 24/08/2021, l'exploitant a transmis un plan indiquant les lieux d'injection des produits de traitement. Ce plan a été rebalayé en séance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7. IV.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan d'entretien de l'installation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont annexés au carnet de suivi : [...] – les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ; Objet du contrôle : [...] – présentation des annexes du carnet de suivi complètes et tenues à jour.
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de plan d'entretien des installations des Tours Aéroréfrigérantes.  Par courrier du 24/08/2021, l'exploitant a transmis le plan d'entretien des TAR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures des polluants visés au point 5.5 effectuées par un organisme agréé (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence des éléments justifiant que des polluants mentionnés au point 5.5 ne faisant pas l'objet de mesures périodiques ne sont pas émis par l'installation ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables ; [...]
<b>Constats :</b> Ce point provient de l'inspection du 04 mars 2021, qui pointait l'absence de mesures de rejets aqueux de ses installations TAR.  Par courrier du 24/08/2021, l'exploitant a transmis le rapport 2021 de la société Nalco faisant état des analyses effectuées sur les eaux de rejets de la TAR. Ce rapport n'identifie pas de dépassement des valeurs limites d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : TAR**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 5.3. Réseau de collecte  a) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales ;  [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'échange avec l'exploitant sur le fonctionnement de la TAR, l'exploitant indique que les eaux résiduaires issues de la TAR sont rejetées vers le réseau de collecte d'eaux pluviales débouchant sur le bassin d'orage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Dispositions incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/03/2014, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]
<p>L'établissement dispose également à tout moment d'une réserve d'eau d'une capacité maximale de 1930 m3 et qui sert pour le sprinklage et la défense incendie en compléments des poteaux incendie. La réserve d'eau fait l'objet d'un nettoyage et d'un débroussaillage annuels. Elle dispose d'un niveau de détection de niveau bas permettant d'assurer son remplissage automatiquement afin de s'assurer de la suffisance de l'eau disponible pour les besoins en eau [...].</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 14/11, l'inspection constate que la végétation abonde aux abords du bassin d'orage. L'exploitant indique alors que le débroussaillage est effectué tous les deux ans.</p> <p>L'inspection constate l'absence de tout dispositif de mesure sur le bassin d'orage, et donc que l'exploitant n'est ni en mesure d'en assurer le remplissage automatique, ni d'établir la quantité d'eau incendie disponible.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les eaux résiduaires issues de la TAR et les eaux d'extinction d'incendie vont dans le bassin d'orage (voir fiche n°11 et 15) et que les pompiers lui auraient signalé ne pas pouvoir se brancher sur le bassin d'orage.</p> <p>Contrairement à la prescription ci-dessus, la disponibilité à tout moment de la réserve d'eau pour le sprinklage et la défense incendie n'est pas établie.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection propose d'écrire au SDIS afin d'établir si d'autres actions sont nécessaires afin de s'assurer du caractère opérationnel de cette réserve d'eau incendie .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 13 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> Lors du tour de site, l'inspection constate dans la zone de stockage de déchets située à l'extérieur la présence d'un bac de déchets d'équipements électriques et électroniques sans bassin de rétention, ce qui constitue une non-conformité.  Suite à la demande de l'inspection, l'exploitant fait placer une rétention sous ces déchets et en envoie la preuve par photographie par mail du 16/11/2022. La prescription est donc considérée comme respectée à la date de rédaction du rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 14 : Isolement du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vannes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés de systèmes permettant de maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche et signalés. [...]
<b>Constats :</b> Lors du tour de site et par échantillonnage, l'inspection des installations classées demande à voir manœuvrée une vanne de confinement signalée et localisée à proximité de la zone de réception du site.  L'inspection constate que la manœuvre pose des difficultés et ne va pas à son terme. L'inspection conclut que les dispositifs mentionnés dans la disposition ci-dessus ne sont pas maintenus dans un état de marche suffisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 15 : Isolement du site**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/03/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Séparation bassin rétention et réserve eau incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site est équipé de moyens de rétention permettant de recueillir 1748 m3 d'eaux polluées (y compris des eaux d'extinction incendie) lors d'un accident ou d'un incendie. [...]  Cette rétention est distincte et isolée du bassin d'orage et des dispositifs d'obturation permettront d'éviter tout retour d'eau polluée vers le bassin d'orage servant de réserve incendie.
<b>Constats :</b> Lors de la visite sur le site, l'exploitant indique que les eaux issues de la gestion de l'incendie ruissèlent vers le bassin d'orage qui sert également de réserve à incendie. Ce mode de fonctionnement est en contradiction avec la prescription ci-dessus.  De plus, l'inspection constate qu'au droit du bassin d'orage, certains des tuyaux d'eaux pluviales alimentant celui-ci ne sont pas munis de vannes de barrage. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliciter s'il en existe en amont.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois